

# Réussir la sortie de crise



Michel Juvet

membre du comité de direction et directeur de la recherche de la Banque Bordier & Cie

« Genève ne peut pas se permettre de perdre la guerre de la gestion de fortune et du secret bancaire. »

© François Fillietaz

La croissance économique mondiale est de retour. La reprise est impressionnante aux Etats-Unis et dans les pays émergents, mais peu spectaculaire en Europe. La Suisse, qui a réussi à traverser cette grande crise économique en souffrant moins que les autres, renoue également avec une croissance appréciable. Pourtant, on a de la peine à se réjouir car les Etats confrontés à leur surendettement semblent trouver les réponses à leurs problèmes dans des valeurs que l'on croyait oubliées: repli sur les intérêts nationaux et régionaux, protectionnisme sous label moral ou éthique, réglementations plus fortes, taxations imaginatives (sur les flux de capitaux ou les bonus), recours à la création d'inflation, etc. Le paradigme économique, né dans les années 80 et qui a façonné la mondialisation, s'effrite à vue d'œil.

Sur ce nouvel échiquier mondial, la Suisse et le canton de Genève – moins de 1% et respectivement moins de 0,1% du PIB mondial – semblent dénués de pouvoir pour influencer la partie en leur faveur. Afin de défendre nos pions, trois éléments doivent donc rester gravés dans les esprits.

Premièrement, notre économie helvétique est fortement dépendante de l'évolution de nos marchés extérieurs. Au niveau national ou genevois, les exportations représentent entre 40 et 50% du produit intérieur brut. Autant dire que la valeur de notre monnaie ou la vigueur de la demande extérieure pour nos produits influencent fortement notre croissance. Malheureusement, aucune de ces deux variables n'est entre nos mains. Certes, la Banque nationale suisse tente de freiner l'inévitable renchérissement du franc suisse, mais dans un monde aux abois, aucune autre banque centrale ou aucun gouvernement ne se satisfera de l'aider à affaiblir le franc suisse pour stimuler nos exportations. Nous n'avons donc pas d'autres solutions que de continuer à favoriser la diversification de nos marchés d'exportations (de ce point de vue, le canton de Genève est

mieux placé que l'économie suisse; les exportations genevoises vers l'UE représentent environ 40% du total des exportations, alors qu'au niveau national, le ratio dépasse les 60%) et, surtout, de maintenir la compétitivité et les marges de nos entreprises.

Deuxièmement, si au niveau national, la contribution du secteur financier au produit intérieur brut est déjà importante (environ 14%), elle est déterminante pour le canton de Genève: environ 25%! Genève ne peut pas se permettre de perdre la guerre de la gestion de fortune et du secret bancaire, sous peine de remettre en question ses créations d'emplois, ses recettes fiscales et ses acquis sociaux (les dépenses par habitant de l'administration cantonale dans le secteur de la prévoyance sociale représentent environ 22% des dépenses totales et se situent nettement au-delà de la moyenne suisse et de celle du canton de Zurich).

Enfin, troisièmement, si les équilibres budgétaires suisses ont été relativement peu déstabilisés par la crise, grâce à une gestion attentive des deniers publics, à une flexibilité plus grande des acteurs économiques et à de judicieuses décisions de politique monétaire, les pays européens souffrent de profonds déséquilibres budgétaires et sont avides de recettes fiscales. Ne mimons donc pas les réflexes fiscaux de nos voisins. Rappelons, pour Genève, deux chiffres majeurs pour l'équilibre de ses finances publiques et pour sa croissance domestique: 5% des contribuables ramènent près de 50% des recettes fiscales totales sur le revenu et 50% des dépenses de consommation sont réalisés par 20% des contribuables les plus taxés. Ne tarissons pas cette source de revenus avec de mauvaises politiques fiscales.

La Suisse et Genève ont traversé la pire crise économique mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale avec moins de douleur que le reste du monde. Pourtant, malheureusement, l'avenir ne s'en trouve pas simplifié. Les enjeux conjoncturels se sont transformés en enjeux structurels et cela nécessite que nous ne nous trompions pas de cible face aux menaces envers notre compétitivité.

Michel Juvet